

**D**ROITS  
TRANS**F**ORMER  
AG**I**R  
En**S**EMBLE  
ÉDU**C**ATION  
ESP**E**RANCE  
INVENT**E**R  
H**U**MAIN  
É**G**ALITÉ  
L**U**TTER  
PA**I**X  
CON**V**AINCRE  
PART**A**GE  
JUST**I**C  
MO**B**ILISER  
**D**ON  
É**C**HANGER  
PART**E**NAIRE  
É**V**EILLER



# S'e**N**G**A**Ge**R**

Rapport annuel  
2011

## Sommaire

- 2 *Le message de Guy Aurenche*
- 4 *Qui sommes-nous ?*
- 6 *Les 12 temps forts de l'année 2011*
- 8 *L'interview de Bernard Pinaud*
- 10 *Sortir de la pauvreté en cultivant ses racines*
- 14 *Construire la paix en se battant pour ses terres*
- 18 *Se battre contre la faim, se battre pour ses droits*
- 22 *La SIDI, pour la microfinance*
- 24 *Le parcours d'un projet*
- 26 *La gouvernance*
- 28 *Les bénévoles et les salariés*
- 32 *Les faits et chiffres clés*
- 36 *Publication et réseaux sociaux*

# 50

ans déjà, 50 ans seulement. Cet anniversaire, que le CCFD-Terre Solidaire a célébré avec enthousiasme en 2011, nous l'avons voulu également porteur d'engagements vers l'avenir et ses défis.

Dans une économie mondialisée, les crises sont interconnectées. La spéculation sur les marchés agricoles explose ? De l'autre côté de la planète, des émeutes de la faim éclatent, et des paysans africains ou sud-américains

doivent lutter pour ne pas être dépossédés de leurs terres. Les multinationales réalisent des profits grandissants ? Oui, mais souvent au prix d'une évasion fiscale qui prive les États de ressources précieuses. La pauvreté jette des millions d'hommes et de femmes sur les routes ? Roms pourchassés en Europe, migrants africains abandonnés en Méditerranée sur des embarcations de fortune... tous sont otages de politiques migratoires opaques et souvent inhumaines.

Face au fatalisme ambiant, nous apportons une autre réponse : la solidarité et l'espoir. Alors ne comptez pas sur le CCFD-Terre Solidaire pour récolter des dons en montrant un enfant africain le ventre ballonné, un Indien squelettique qui mendie ! Non que ces réalités n'existent pas : elles concernent même, hélas, des millions de personnes. Mais le regard que nous portons sur les populations du Sud, c'est, d'abord et avant tout, un regard enthousiaste devant leur dynamisme, leur courage, leur solidarité et leurs compétences. Elles connaissent mieux que quiconque leurs besoins, elles ont des idées et créent des alternatives concrètes pour faire face à l'extrême pauvreté. Nous travaillons à leurs côtés, en les soutenant financièrement, et en alertant l'opinion et les décideurs sur leur situation.

En refusant le misérabilisme, la fatalité comme les idées reçues, nous affirmons que le courage, l'imagination, la foi dans l'Humain sont les véritables réponses aux défis de la planète. Nous agissons avec vous pour une Terre plus solidaire.



# 50 ans D'ENGAGEMENTS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

*Les « inventeurs » du CCFD-Terre Solidaire ont eu l'audace de semer des graines d'espérance. Ils le firent dès le départ avec des organisations partenaires dans les pays du Sud qui affirmaient qu'« un autre monde est possible ». Le courage de ces semeurs a réveillé le nôtre...*

– par –

**Guy Aurenche,**  
Président du CCFD-Terre Solidaire

**V**ous avez entre les mains le résultat de cette audace qui dure maintenant depuis **50 ans**. Les nombreuses actions de développement que ce rapport décrit sont le témoignage de l'engagement quotidien des salariés, bénévoles et partenaires du Sud du CCFD-Terre Solidaire pour faire sortir de terre des milliers de projets.

## Aux côtés des semeurs de solidarité internationale

Dans un monde interdépendant, trois attitudes sont possibles. La violence, « Je te mange ». Le néolibéralisme, « Que le meilleur gagne ». La solidarité, « Tous ensemble ». C'est cette troisième voie que nous défendons depuis 50 ans pour construire l'avenir du monde. Nous nous appuyons sur des hommes et des femmes pauvres, parfois menacés, qui trouvent encore la force de construire, de partager, de s'entraider. Des « vulnérables » capables de créer un tissu social fraternel. Ceux-là même qui savent se tenir en enfer sans désespérer.

## Nous cultivons une mondialisation solidaire et durable

Dans ce monde qui se construit sur des relations dures, concurrentielles, violentes, le CCFD-Terre Solidaire a fait le choix du **partenariat**. Pas question pour nous de prendre la place des sociétés civiles locales, nous préférons en faire des organisations partenaires.

Nous soutenons les groupes qui prennent le temps de construire des structures solides et pérennes : coopératives, syndicats, réseaux... Le temps du développement n'est pas un temps court, et nous sommes aux côtés de nos partenaires pour les épauler pendant des années, parfois des décennies. Et c'est pour cela que nous récoltons les fruits de notre ténacité. Un travail qui se vit de groupes à groupes, avec des associations locales, chrétiennes ou non, dans 65 pays du monde. Le CCFD-Terre Solidaire, qui puise son souffle dans l'Évangile et la **pensée sociale de l'Église**, expérimente ainsi la richesse des relations avec nombre de partenaires de convictions différentes. Avec les paysans maliens, avec les malades du sida en Chine, avec M<sup>gr</sup> Pedro Barreto, évêque péruvien,

dans la lutte contre la pollution qui tue les enfants, avec les syndicalistes tunisiens, avec les dalits d'Inde... nous rejoignons les personnes qui s'engagent.

Et si nous sommes la première ONG française de développement, c'est parce que nos donateurs, mais aussi les institutions françaises et européennes, connaissent la qualité de notre travail avec nos partenaires. Nous les appuyons, les aidons à monter des projets innovants, à acheter du matériel, à dénoncer la mal-gouvernance, à permettre aux plus pauvres d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

## Nous pouvons tous être des artisans du développement

Nos partenaires continuent de nous interpeller : changez les politiques de vos pays pour nous aider. Nous devons avoir l'exigence de construire les conditions du développement dans les pays pauvres et en même temps faire bouger les politiques et les consciences au Nord.

L'action de « **plaidoyer** » local, territorial ou mondial passe par les efforts de chacun. Nous pouvons tous être, à notre niveau, des spécialistes de la solidarité internationale si nous gardons les mains ouvertes et le désir de partager. La globalisation révèle une grande complexité, qui risque à son tour de créer un sentiment d'impuissance. Pour être un acteur solidaire il suffit pourtant de rejeter l'inacceptable. Il convient de labourer les terrains

de la politique, de l'économie, de la culture, des finances... Bien davantage, il convient de contribuer à ce que, dans ces domaines, les décisions prises favorisent dignité, justice, responsabilité et espoir pour tous. Pas de croissance humaine sans décisions conjuguées. Nos questions, parfois nos propositions, inspirent les États, comme l'idée de la taxe sur les transactions financières reprise partiellement par la France, ou encore la stabilisation des cours des produits agricoles ou la lutte contre les paradis fiscaux, qui sont au menu du G20. Ce rapport va vous le démontrer.



**Guy Aurenche**

• Avocat à la cour d'appel de Paris de 1967 à 2007, spécialiste du droit civil, du droit pénal et des droits humains.

• Chevalier de la Légion d'honneur.

• Président de l'ACAT-France (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) de 1975 à 1983, président de la Fédération internationale de l'ACAT de 1987 à 1998, président d'honneur depuis.

• Président du CCFD-Terre Solidaire depuis janvier 2009.

En France, nos 15 000 bénévoles s'engagent à construire et à développer un vivre ensemble plus juste et moins dur. Par exemple, au travers de notre Pacte pour une Terre solidaire, nous avons ainsi demandé aux candidats aux élections françaises de 2012 d'inscrire cette exigence en bonne place dans leur programme. Certains l'ont fait. Bravo, et nous serons là pour leur rappeler leurs engagements.

Non, le bouquet d'anniversaire des 50 ans ne se fanera pas pour le CCFD-Terre Solidaire. Cela tient aux multiples relations de confiance qu'il entretient avec ses partenaires, alliés et institutions publiques à travers le monde. À chaque artisan du développement de semer sa graine... et ensemble récoltons les fruits de notre travail en commun.

## Repères

### 50 ANS

Le CCFD-Terre Solidaire a été créé en 1961 par des mouvements et services d'Église.



### PARTENARIAT

Le CCFD-Terre Solidaire a pour principe de ne pas mener les projets de développement lui-même, mais d'aider ses organisations partenaires à le faire. Une question d'efficacité, une question de respect.

### PENSÉE SOCIALE DE L'ÉGLISE

Plusieurs encycliques sociales ont abordé la question du développement depuis 1967. Ainsi « Caritas in veritate », signée en 2009, appelle au développement humain intégral, à la solidarité universelle et au respect de la dignité humaine.

### PLAIDOYER

Le plaidoyer est l'un de nos savoir-faire. Il a pour objectif d'obtenir des décideurs des changements politiques concrets et ainsi d'intervenir à la source des problèmes qui minent le développement.

# « Pas question pour nous de prendre la place des sociétés civiles locales »

— **Guy Aurenche**  
Président du CCFD-Terre Solidaire

**QUI**  
**SOMMES-NOUS ?**

**Que**  
**FaisONS-NOUS ?**

## 1 MISSION

## 3 SAVOIR-FAIRE

Né il y a cinquante ans, le CCFD-Terre Solidaire est la première ONG française de développement. Partout dans le monde, nous sommes aux côtés de ceux qui combattent la pauvreté et l'injustice. Refuser de subir, se former, inventer les solutions qui permettent à tout homme de maîtriser son destin, voilà, nous le croyons, ce qui mettra un terme à la misère et à la faim.

Nous finançons tous les ans plus de 450 projets pensés et mis en œuvre par nos partenaires locaux.

En France, notre réseau de 15 000 bénévoles s'investit dans l'éducation au développement pour encourager les Français à être plus solidaires. Enfin, le CCFD-Terre Solidaire mène une action d'influence auprès des décideurs pour plus de justice.

**Trois savoir-faire pour construire une Terre solidaire.**

**L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT**  
*la sensibilisation de tous à une vie plus solidaire*

**DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX**  
*menés avec nos partenaires locaux*

**LE PLAIDOYER**  
*auprès des décideurs politiques*





# 2011 EN MOTS, EN IMAGES & EN CHIFFRES

« Que l'on appartienne ou non au gouvernement, nous avons tous la responsabilité, en tant que citoyens, en tant qu'êtres humains, de faire en sorte que la communauté dans laquelle nous vivons soit meilleure et plus sûre. »

— Message de  
Aung San Suu Kyi,  
adressé au  
CCFD-Terre Solidaire

« J'encourage le CCFD-Terre Solidaire (...) à manifester la solidarité active de l'Église qui est en France avec les populations les plus pauvres de nombreux pays qui (...) sont les victimes des crises économiques, sociales et spirituelles. »

— Message de Benoît XVI

« L'actuelle dictature internationale des marchés financiers menace la paix et la démocratie. »

— Stéphane Hessel

Janvier  
**20 000**  
PROJETS SOUTENUS  
DEPUIS  
**1961**



Février  
**FORUM SOCIAL  
MONDIAL DE DAKAR**

Le CCFD-Terre Solidaire a réussi à mobiliser à Dakar sa plus grosse délégation depuis la première édition du FSM, il y a dix ans. Deux thématiques prioritaires ont fait l'objet de rencontres, ateliers et mobilisations organisés par le CCFD-Terre Solidaire : la lutte internationale contre les paradis fiscaux et les migrations internationales. Aborder le sujet de l'évasion fiscale a permis de préparer les G8 et G20 organisés en France. Quant au sujet des migrations, il s'est imposé comme un enjeu incontournable, avec la participation d'un grand nombre d'associations de solidarité avec les migrants et de migrants eux-mêmes.

+ de **70**  
**PERSONNES  
MOBILISÉES DANS  
LA DÉLÉGATION DU  
CCFD-TERRA SOLIDAIRE  
POUR LE FORUM  
SOCIAL MONDIAL  
DE DAKAR**



Mars  
**NOTRE-DAME DE PARIS**

Retransmise dans une émission du « Jour du Seigneur » (France 2) consacrée aux 50 ans du CCFD-Terre Solidaire, cette célébration était présidée par le Cardinal André Vingt-Trois. À l'issue de la messe, plusieurs mouvements et services d'Église, les Instituts religieux pour la solidarité internationale, la Mutuelle Saint-Christophe et les bénévoles d'Île-de-France du CCFD-Terre Solidaire se sont rassemblés sur le parvis de Notre-Dame pour présenter aux Parisiens leurs actions.



Avril  
**ÉPARGNE  
SOLIDAIRE**

Le livret Agir du Crédit coopératif rencontre un succès indéniable : déjà 5 millions d'euros d'encours d'épargne solidaire collectés en seulement un an !



Mai  
**VILLAGE DE LA SOLIDARITÉ**

Dans le cadre des grands rendez-vous des « 50 ans », un Village de la solidarité internationale a réuni à Paris une quarantaine d'associations autour du CCFD-Terre Solidaire. Scouts et Guides de France, Attac, Secours catholique, Afrique Verte avaient notamment répondu présent. Au programme : des débats, des animations pour les enfants, mais également un concert de musiques du monde ou encore un haka géant contre les paradis fiscaux.

Juin  
**LEADERS ASSOCIATIFS BOSNIENS  
À LA DÉCOUVERTE DE L'EUROPE**

Le CCFD-Terre Solidaire et le centre André-Malraux de Sarajevo ont organisé un voyage d'étude de leaders associatifs bosniens autour de l'histoire, des débats et des réalités européennes. Objectif : les conduire à prendre conscience que l'histoire de l'Europe est leur histoire et qu'ils ont les moyens d'être des observateurs attentifs, actifs et critiques du processus d'intégration à l'Union européenne.

Septembre  
**POUR UNE TERRE  
SOLIDAIRE**

Le CCFD-Terre Solidaire fait paraître *Pour une terre solidaire*, un beau livre pour ouvrir les yeux sur un demi-siècle d'histoire et croire en une autre mondialisation.



Octobre  
**493 483**  
**CARTES-PÉTITIONS  
ONT ÉTÉ ENVOYÉES  
DANS LE CADRE  
DE LA CAMPAGNE  
« AIDONS L'ARGENT ».**

Novembre  
**ALTERSOMMET DE NICE**

Débats, manifestations, concerts, forums... En marge du G20 de Cannes, 36 organisations et mouvements, dont le CCFD-Terre Solidaire, ont organisé à Nice un altersommet autour de la lutte contre les paradis fiscaux. Près de 300 bénévoles du CCFD-Terre Solidaire se sont mobilisés en participant à des ateliers aux côtés de nos partenaires, en manifestant, en réalisant des hakas géants ou encore en assurant une présence médiatique dans les médias locaux et nationaux.



Juillet  
**CORDÉE SOLIDAIRE  
DANS LES ALPES**

Un sommet symbolique pour dire aux États et aux institutions internationales que les sociétés civiles sont les acteurs clés du développement, et qu'elles doivent avoir un rôle dans l'élaboration des politiques qui impactent la vie des populations.

Août  
**15 000**  
**MEMBRES BÉNÉVOLES**  
**1 100**  
**ÉQUIPES LOCALES  
EN FRANCE**

Décembre  
**MONEXTTEL.COM**

Fort de son réseau de 15000 bénévoles, le CCFD-Terre Solidaire, en partenariat avec MonExTél.com, a lancé une vaste opération de collecte de téléphones portables usagés dans toute la France. Les téléphones sont démantelés et recyclés, ou réparés dans des ateliers de réinsertion créés par Emmaüs France et remis sur le marché. Les sommes collectées seront ensuite directement reversées au CCFD-Terre Solidaire pour soutenir ses projets dans les pays du Sud. Une démarche simple, sociale, écologique et solidaire.

# « NOUS SOMMES PRÉPARÉS à AFFRONTER LES DÉFIS de DEMAIN »

– Interview de –  
**Bernard Pinaud**  
Délégué général

*Comment le CCFD-Terre Solidaire a-t-il vécu cette année 2011, incroyablement mouvementée d'un point de vue géopolitique ?*

Cette année a été, il est vrai, extraordinaire à bien des égards ! Au niveau international, elle a commencé par la Révolution du jasmin en Tunisie qui a conduit au départ de Ben Ali après vingt-trois années de pouvoir dictatorial. Une révolution qui

s'est ensuite répandue comme une traînée de poudre dans de nombreux pays arabes. C'est d'ailleurs à Dakar, en février 2011, lors du **Forum social mondial (FSM)**, où nous étions présents avec une délégation de 71 personnes dont 26 partenaires du Sud, que nous avons appris le départ, à son tour, de Moubarak après trente ans de pouvoir sans partage. Ce FSM de Dakar a mis en évidence l'émergence des sociétés civiles africaines.

En 2011, nous avons réellement vu l'histoire se dérouler devant nos yeux.

*Cette année marquait également le 50<sup>e</sup> anniversaire du CCFD-Terre Solidaire, quel bilan dressez-vous de l'aboutissement de ce demi-siècle d'engagements ?*

Plus qu'un aboutissement, j'y vois le point de départ d'une nouvelle dynamique, car les nombreux événements organisés ont donné à voir un CCFD-Terre Solidaire

ensemble des stratégies pour améliorer le sort des populations.



## TYPHON AUX PHILIPPINES

Le CCFD-Terre Solidaire a été la seule organisation de solidarité internationale en Europe à lancer un appel aux dons pour les victimes du typhon Sendong, qui a ravagé une partie de l'île de Mindanao en décembre. Nos partenaires ont pu rapidement porter secours aux centaines de milliers de personnes affectées.

## FORUM SOCIAL MONDIAL

Le Forum social mondial, lieu unique de renforcement des sociétés civiles, a tenu sa onzième édition au Sénégal. Le CCFD-Terre Solidaire, est l'une des organisations fondatrices du FSM.

## « AIDONS L'ARGENT À QUITTER LES PARADIS FISCAUX »

De septembre 2010 à novembre 2011, le CCFD-Terre Solidaire a mené une campagne d'opinion et de plaidoyer sur les paradis fiscaux. Malgré la complexité du sujet, elle a rencontré un accueil positif du grand public, notamment sur les réseaux sociaux. La déclaration finale du G20 de Cannes atteste d'une remobilisation politique sur le sujet.

## HAÏTI

Deux ans après le séisme de janvier 2010, Haïti se reconstruit lentement. Le pays a également dû faire face à une épidémie de choléra, à des ouragans et à de longs mois d'incertitude politique. Mais des projets porteurs d'avenir émergent dans les régions rurales. Ainsi, à Gros-Morne (Nord), des organisations paysannes locales et organismes de microfinance ont développé



**Bernard Pinaud**

• Directeur international de *Fondacio* de 1983 à 1991, délégué général du Centre de recherche et d'information pour le développement – CRID de 2002 à 2007.

• Responsable du service Amérique latine du CCFD-Terre Solidaire et chargé de mission Caraïbes, Amérique centrale et pays andins (de 1992 à 1998), puis directeur des études et du plaidoyer (de 1999 à 2001) et enfin directeur de la vie associative de 2007 à 2010.

• Délégué général du CCFD-Terre Solidaire depuis 2010.

innovant, capable de rassembler les bénévoles de son réseau comme des jeunes qui ne s'étaient jamais engagés. Et cela n'est pas passé inaperçu auprès du public, du monde associatif, comme auprès des élus locaux et des pouvoirs publics. Près de 35 000 personnes ont en effet participé aux événements des 50 ans !

Ce dynamisme s'est aussi exprimé par la réussite de la campagne « **Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux** », qui prouve que la question de l'évasion fiscale peut devenir un sujet dans l'opinion publique. Alors que ce sujet était minimisé dans les priorités politiques du G20 sous présidence française, il est revenu sur le devant de la scène grâce à la pression du plaidoyer, la mobilisation citoyenne et médiatique impulsée par le CCFD-Terre Solidaire. Sur les réseaux sociaux, dans les rencontres avec les négociateurs, dans les médias, mais aussi dans la rue, nous avons été moteur sur cette question cruciale qui n'est toujours pas résolue.

*L'organisation de tous ces événements a dû mobiliser une énergie considérable, cela n'a-t-il pas nui au suivi des partenaires des pays du Sud ou de leurs projets ?*

Au contraire ! L'importance de mener de front aussi bien le soutien à nos partenaires que le travail de mobilisation citoyenne nous a confrontés au besoin d'une plus grande transversalité entre directions, salariés et responsables associatifs.

Par exemple, la Direction des partenariats internationaux a déjà réussi à ouvrir de nouveaux partenariats dans les pays arabes post-révolution, pour notamment soutenir les organisations qui répondent aux défis sociaux. En Inde, mais également en **Haïti**, nous sommes arrivés à construire avec des organisations locales des stratégies territoriales pour s'attaquer à la misère.

Et face aux crises dramatiques, comme la famine dans la Corne de l'Afrique ou le **typhon aux Philippines**, nous avons apporté une aide directe à nos partenaires pour répondre à l'urgence et les aider à construire des solutions à long terme.

*Vous parlez d'une nouvelle dynamique pour les années à venir, quels en sont les ressorts ?*

À la différence de beaucoup d'ONG, nous ne dépendons pas des bailleurs publics. L'extraordinaire générosité des donateurs finance 91 % de nos activités. C'est un gage d'indépendance, mais également une responsabilité vis-à-vis de chacun d'entre eux. Néanmoins, nous pensons qu'il est important de mobiliser des bailleurs de fonds pour déclencher des effets leviers, assurer l'indépendance de nos partenaires. Aujourd'hui, l'Agence Française de Développement et l'Union européenne, par exemple, nous font confiance. Deux des projets que vous verrez détaillés dans ce rapport bénéficient ainsi d'un cofinancement de leur part. C'est une force pour nos partenaires de la société civile que d'être soutenus par des institutions internationales.

Pour conclure, j'ai le sentiment que nous avons réussi ensemble (bénévoles du réseau, les mouvements et services d'Église membres de notre organisation, équipe des salariés et partenaires du Sud) quelque chose d'extraordinaire en cette année 2011. Nous sommes prêts pour le prolonger au cours des prochaines années. Dans un contexte international difficile, nos équipes sont mobilisées pour bâtir une Terre plus solidaire !



# SORTIR DE LA PAUVREté EN CULTIVANT Ses RACINES



Très nutritive, cultivable sous toutes les latitudes, la pomme de terre a un rôle clé à jouer dans la sécurité alimentaire de la planète. La « papa », comme l'appelaient déjà les Incas, est cultivée au Pérou depuis plus de huit mille ans. Pourtant, en 2007, le berceau de la pomme de terre n'en était plus que le dix-huitième producteur mondial.

Fovida, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, aide les paysans pauvres des hautes Andes à exploiter au mieux ce merveilleux tubercule.

## DES COMMUNAUTÉS RURALES EXTRÊMEMENT PRÉCAIRES

60 % des revenus de l'État péruvien sont générés par les activités minières, alors qu'il investit moins de 2 % de son PIB pour le développement du secteur agricole. Ainsi, malgré les processus

de décentralisation et la croissance économique, la pauvreté touche encore 90 % des Péruviens travaillant dans ce secteur.

Dans les hautes Andes, à plus de 3 500 mètres d'altitude, des communautés paysannes vivent – ou plutôt survivent – de la culture de la pomme de terre. Le taux d'analphabétisme des femmes y atteint par endroits 32 % et le taux de malnutrition infantile jusqu'à 64 %. Divisées par plusieurs décennies de violences politiques, affaiblies par l'exode rural et handicapées par l'absence des infrastructures publiques, ces communautés ont perdu peu à peu



Cultivateurs péruviens bénéficiant du soutien de Fovida

leur capacité à gérer leurs ressources et à tirer parti de l'énorme potentiel de la biodiversité de leur environnement.

## LES VARIÉTÉS DE POMMES DE TERRE ANDINES, UN HÉRITAGE D'AVENIR

La pomme de terre est un produit de consommation largement répandu au Pérou. La production de variétés domestiques est essentiellement entre les mains de petits producteurs, les autres domaines étant sous le contrôle de moyennes et grandes entreprises. Partant de ce constat, l'ONG péruvienne Fovida (partenaire du CCFD-Terre Solidaire depuis 1990) a choisi de développer une filière de soutien aux producteurs de pommes de terre locales. Objectif : améliorer les revenus mais aussi la qualité de vie de ces communautés rurales.

L'expérience a débuté en 1996 avec le développement d'une filière « pomme de terre blanche » dans la vallée du Mantaro puis dans la vallée du Chillón, près de Lima. En 2005,

Fovida a entrepris des actions de promotion des variétés de pommes de terre andines. Destinée notamment à l'industrie des chips, cette production locale a su progressivement séduire les entreprises agroalimentaires comme les consommateurs péruviens.

Ce succès, constaté par le CCFD-Terre Solidaire en 2009 lors d'une visite de terrain, a donné naissance à un projet plus ambitieux, « La couleur de la biodiversité ». Lancé fin 2010, ce projet met en valeur l'histoire, la culture et la biodiversité des pommes de terre de couleur. En leur ouvrant des débouchés commerciaux, en leur proposant formation et assistance technique, il regroupe 562 producteurs de 23 districts des régions de Junín et Huancavelica. Fovida vise, d'ici à fin 2013, une augmentation de 5 % à 14 % des quantités récoltées. Elle va également valoriser ces variétés de pommes de terre natives en les inscrivant au catalogue de l'Institut national d'innovation agricole.

## DES BÉNÉFICES MULTIPLES ET DURABLES

Un an après le lancement de ce programme, les résultats sont encourageants, mais les producteurs doivent encore s'organiser pour renforcer leur influence sur les décisions politiques qui les concernent et pour un développement local et régional mieux concerté avec les autorités. Les relations avec les intermédiaires restent également difficiles, car ce sont souvent ces derniers qui imposent le prix de vente des produits agricoles.

Ce projet devrait avoir deux bénéfices majeurs pour ces communautés : offrir des opportunités professionnelles aux jeunes et contribuer à freiner l'exode rural, mais aussi réduire les inégalités de salaires entre hommes et femmes. Fovida estime ainsi que plus de 32 000 personnes bénéficieront de cette dynamique locale. Cette expérience pourrait à terme être reproduite dans d'autres milieux andins, notamment grâce à la publication des bonnes pratiques via un site Web.



## En bref...

**Fovida**

Pérou

Partenaire depuis 1990

**F**ovida (Fomento de la Vida) est née en 1984, sous l'impulsion d'organisations populaires de femmes, en réponse à la crise économique, politique et sociale qui touchait le Pérou. Fovida vise

à améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines marginales et rurales. Grâce à des initiatives innovantes et durables, elle permet aux petits entrepreneurs en milieu urbain comme aux producteurs agricoles en milieu rural de se regrouper pour lutter contre la pauvreté.

[www.fovida.org.pe](http://www.fovida.org.pe)



**562**  
PRODUCTEURS  
SOUTENUS.

**+ DE 90%**  
DES PÉRUVIENS  
vivant des activités  
agricoles sont en  
situation de pauvreté.

## Paroles à...

**Xavier Ricard**

Directeur  
des partenariats  
internationaux



Au-delà de l'augmentation des revenus des paysans, ce projet vise à redonner sa place à l'agriculture traditionnelle andine au sein de l'économie péruvienne. Méprisée par tout un système qui a érigé en modèle économique unique la standardisation, le rendement, l'exportation,

cette agriculture est en effet d'une richesse incroyable. Véritables mosaïques de microterroirs, les exploitations des Andes sont depuis des milliers d'années des laboratoires à ciel ouvert d'une agriculture de la biodiversité. Un paysan andin peut ainsi cultiver 300 variétés de pommes de terre différentes sur un même terrain ! Pour valoriser et pérenniser ces productions, il faut réussir un véritable tour de force : amener les consommateurs péruviens à changer leurs habitudes pour retrouver le goût de la diversité. Une démarche dont l'aspect novateur a été reconnu par l'Agence Française de Développement, qui cofinance désormais ce projet.

**Catherine Gaudard**

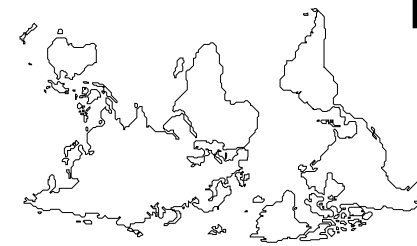
Directrice du plaidoyer



Le sort réservé à l'agriculture andine est révélateur du désastreux modèle « civilisateur » adopté par le Pérou. Il a ainsi livré des pans entiers de son économie (industries agroalimentaires, exploitations minières...) aux multinationales. Un choix lourd de conséquences : pollutions

environnementales, conditions de travail indignes et violations des droits humains sont légion au Pérou. Les multinationales, elles, fuient leurs responsabilités en se cachant derrière leurs filiales locales. Le CCFD-Terre Solidaire lutte actuellement au niveau international, et notamment au Pérou avec le soutien de partenaires comme Ceas ou Cooperación, pour que ces entreprises assument enfin leurs responsabilités, en suivant par exemple les cadres fixés par les récentes normes de l'OCDE et de l'ONU en la matière.

# PANORAMA DE NOS ACTIONS 2011



## Asie

**PROMOTION DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE**

Plusieurs partenaires du CCFD-Terre Solidaire de la région du Mékong travaillent ensemble pour promouvoir une agriculture bio. Alors même que, à l'instar de la Thaïlande, une agriculture intensive, largement chimisée, nocive pour l'environnement, pour la santé des agriculteurs et celle des consommateurs, tend à s'imposer, notre partenaire thaïlandais School for Wellbeing développe un projet global alternatif. Les organisations birmanes, vietnamiennes et laotiennes impliquées se sont fixé un agenda de travail commun. Une première au niveau régional sur cette thématique de l'agriculture bio.



## Palestine

**AIDER GAZA**

Un collectif de 78 organisations, dont le CCFD-Terre Solidaire, a mené la campagne « Un bateau pour Gaza » pour briser le blocus du territoire palestinien et répondre ainsi à la crise humanitaire que subit plus d'un million et demi de Gazaouis.

## G20 Agricole

**CONTRE LA SPÉCULATION**

Le CCFD-Terre Solidaire a remis le rapport « Des paroles aux actes pour agir durablement contre la faim » aux négociateurs internationaux réunis à Paris. L'accord signé entre les pays du G20 considère enfin la lutte contre la volatilité des prix agricoles comme une priorité de la gouvernance mondiale, sans pour autant s'en donner les moyens.

**450**  
DIRIGEANTS PAYSANS  
BOLIVIENS FORMÉS  
DANS LE CADRE  
DU PROJET NINA

**103**  
MISSIONS  
DE TERRAIN  
POUR SUIVRE  
LES PROJETS





# CONSTRUIRE LA PAIX EN BAT TANT POUR SES TERRÈS



*L'île de Mindanao, dans le sud de l'archipel des Philippines, est déchirée depuis des décennies par une guerre civile entre le gouvernement de Manille et des mouvements séparatistes musulmans. Otages de ce conflit, les natifs de l'île, les Lumad, voient leur territoire, leur richesse, leurs droits, diminués au profit de ces deux camps plus puissants politiquement et*

*économiquement. Le Lumad Development Center, Inc. (LDCI) soutient sept de ces tribus dans la reconnaissance de leurs domaines et de leurs lois ancestrales.*

## UNE COEXISTENCE CONFLICTUELLE

Mindanao abrite trois communautés : chrétienne, musulmane et Lumad. Une cohabitation difficile qui a conduit, en 1989, à la création de la Région

autonome du Mindanao musulman (ARMM), dans le sud-ouest de l'île. Aujourd'hui encore, le gouvernement central philippin, qui veut garder la mainmise sur les ressources naturelles de Mindanao, est en conflit ouvert avec des mouvements issus du peuple Moro, nom donné à la majorité musulmane de l'île, qui réclament plus d'autonomie.

Bien que représentant 35 % de la population de Mindanao, les indigènes Lumad ne sont pas invités à la table des négociations, où un partage des terres, et donc des ressources naturelles, pourrait être conclu. Non violents, moins structurés et influents que les autres communautés, les Lumad sont



donc les premières victimes de cette situation. Forcées à la sédentarisation sur les terres les moins arables ou en devenant métayers dans les grandes plantations, ces tribus s'appauvrissent avec la perte progressive de leurs domaines ancestraux grignotés par les entreprises exploitant le bois. Enfin, la destruction de leurs modes de gouvernance traditionnels les affaiblit sur le plan politique.

## LA VOIE DE LA NON-VIOLENCE

Des lois internationales et philippines existent et reconnaissent les droits des populations indigènes, mais elles ne sont pas appliquées par les politiciens et les fonctionnaires locaux, aveuglés par les enjeux économiques. Le LDCI, partenaire historique du CCFD-Terre Solidaire sur l'île, aide depuis dix ans les Lumad à développer leurs productions agricoles (élevage, plantation de cocotiers, de manguiers, de bananiers) tout en favorisant leur affirmation politique, le tout sans avoir à s'allier à l'un des deux camps en conflit.

À la demande du LDCI, le CCFD-Terre Solidaire a déposé – et obtenu en 2010 – une demande de cofinancement auprès de l'Union européenne. Ce projet soutient les Lumad dans leur lutte pour la certification de leurs domaines ancestraux, renforce la transmission des savoirs traditionnels, la gouvernance tribale et les coutumes ancestrales. Ce dernier volet participe à la prévention et à la résolution pacifique des conflits, mais aussi à l'amélioration du sentiment de sécurité des Lumad, souvent criminalisés et persécutés par les soldats des deux autres camps. Le LDCI accompagnera ainsi le renforcement de sept tribus représentant près de 750 000 personnes.

## DES TRIBUS PLUS AUTONOMES ET PLUS FORTES

Grâce à ce programme, prévu sur quatre ans, 350 leaders issus des sept tribus vivant dans la région sud-centrale de Mindanao seront formés. Ils pourront ainsi revendiquer l'application des lois existantes sur les droits des

populations indigènes, mais aussi mettre en œuvre des mécanismes de protection de leurs terres ancestrales (certification et mise en place d'un plan communautaire d'exploitation durable de 75 000 hectares).

Enfin, la gouvernance tribale traditionnelle, basée sur la proximité avec la nature, la « direction collégiale », la propriété commune des biens, la non-violence et l'égalité, a d'ores et déjà fait l'objet d'un important travail de valorisation. Cinq des tribus ont déjà revu et entériné leurs lois coutumières et traditions au sein d'assemblées générales. Les leaders tribaux choisis sont également formés à la mise en pratique concrète de ces lois, aux opérations de lobbying, à la résolution des conflits et aux « relations diplomatiques ». Un savoir-faire indispensable tant ils doivent faire preuve de dons d'équilibriste dans leurs rapports avec les autres communautés comme avec les administrations.



## En bref...



**LDCI**  
Philippines  
Partenaire  
depuis 1998

**L**e Lumad Development Center, Inc. (LDCI) défend depuis plus de dix ans les droits des populations indigènes dans la société philippine en général et sur l'île de Mindanao en particulier. L'ONG travaille au

renforcement durable des communautés Lumad en les aidant à construire leur sécurité alimentaire mais aussi à retrouver leur unité à travers la valorisation de leurs lois et valeurs coutumières. Affilié à des réseaux de soutien au développement et de défense des droits de l'homme, le LDCI est le partenaire historique du CCFD-Terre Solidaire sur l'île de Mindanao.

<http://lumadev.org/>



Chargé de mission  
du CCFD-Terre Solidaire  
à Mindanao

**350**  
LEADERS TRIBAUX  
seront formés  
au cours du projet.

**PLUS DE**  
**740 000**  
PERSONNES  
issues de sept tribus  
sont concernées.

## Paroles à...



**Pascal Vincens**  
Directeur de  
l'éducation au  
développement

Depuis 2009 et le voyage en immersion d'une quinzaine de ses bénévoles à Mindanao, la région Aquitaine-Poitou-Charentes a créé des liens forts avec le LDCI. L'échange ne s'est pas arrêté là. Romeo Saliga, directeur du LDCI, est venu à plusieurs reprises dans la région. Il a pu y rencontrer des responsables associatifs et des élus, intervenir dans des soirées publiques ou des lycées, ou encore découvrir les alternatives économiques choisies par les agriculteurs français (vente directe, coopératives...). Des échanges riches d'enseignements pour tous !



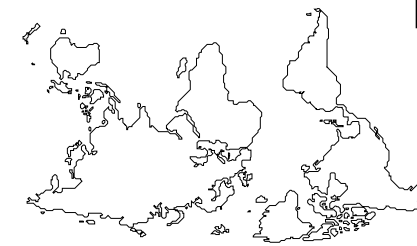
**Xavier Ricard**  
Directeur  
des partenariats  
internationaux

L'enjeu de ce projet est de construire une dynamique commune entre les tribus, afin qu'elles aient plus d'influence au niveau national et même régional. C'est une question de survie pour ces populations autochtones, mais aussi à terme pour les Philippines. Le développement économique du pays, basé sur une exploitation abusive des ressources – notamment forestières – n'est pas viable sur le long terme. Les Lumad, utilisateurs avisés des ressources de la nature, pourraient contribuer à la construction d'un modèle de développement plus durable aux Philippines.



**Catherine Gaudard**  
Directrice  
du plaidoyer

Entre 2000 et 2011, plus de 200 millions d'hectares ont été négociés au niveau international, la plupart dans des pays en développement. Et ce au détriment de l'alimentation des populations locales, puisque ces terres servent avant tout à cultiver des plantes servant à la fabrication d'agrocarburants ou à produire pour l'exportation. Souvent, comme à Mindanao, les transactions se font aussi au mépris des droits fonciers coutumiers des populations. Nous menons donc depuis trois ans un travail de plaidoyer auprès de la FAO (Food and Agriculture Organization) et de la Banque mondiale pour que ces droits soient reconnus. Des directives viennent d'être finalisées par la FAO. Nous allons nous battre pour qu'elles soient respectées.



# PANORAMA DE Nos ACTIONS 2011



## Union européenne RESPONSABILITÉ DES MULTINATIONALES

Le CCFD-Terre Solidaire a organisé une table ronde sur l'accès à la justice pour les victimes des multinationales, au siège du Parlement européen, à Bruxelles. Devant des eurodéputés et des experts, les intervenants, dont un avocat congolais, ont souligné l'insuffisance du cadre juridique européen qui conduit à l'impunité des multinationales hors de nos frontières.

**60 000**  
EUROS ONT ÉTÉ  
DÉBLOQUÉS  
POUR AIDER  
LES RÉFUGIÉS VICTIMES  
DE LA CRISE IVOIRIENNE

## Afrique des Grands Lacs DROIT À LA TERRE, DROIT À LA PAIX

Un rapport d'investigation réalisé avec des organisations partenaires du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo a permis d'apporter un éclairage nouveau sur les questions d'accès à la terre qui sont au cœur du développement. La survie de 80% des habitants dépend de l'agriculture, essentiellement familiale, dans une région où le foncier est à la source de nombreux conflits. Nos partenaires s'en sont emparés afin de convaincre les responsables politiques d'adapter les lois pour protéger ceux qui cultivent la terre.

## Égypte NOUVEAUX PARTENARIATS POUR LA DÉMOCRATIE

Pour répondre aux enjeux d'une Égypte en pleine transition démocratique, le CCFD-Terre Solidaire renforce son soutien à l'Association de développement intégré de Minia (Adim), qui coordonne un réseau d'associations chrétiennes. L'association, basée à Minia, au sud du Caire, développe un projet collectif visant à favoriser la participation politique des habitants des villages ruraux. En valorisant la démocratie locale, l'Adim souhaite également travailler à l'amélioration des conditions de vie des petits paysans de cette région. Le CCFD-Terre Solidaire a facilité le rapprochement sur ce projet avec un autre de ses partenaires égyptiens qui travaille sur les droits des paysans, le Land Center for Human Rights. Une synergie entre deux acteurs – et deux approches – du développement d'autant plus nécessaire dans l'Égypte post-révolution.

**PLAIDOYER**  
**45 936**  
EUROS  
POUR QUATRE  
CAMPAGNES  
DE PLAIDOYER MENÉES  
PAR NOS PARTENAIRES





# SE BATTre CONTRE La FAIM, SE BATTRE POUR SES Droits



*Manque de pluie, spéculation sur le prix des céréales, la crise alimentaire frappe de nouveau le Sahel. Un contexte qui rend plus que jamais nécessaire l'action de l'AOPP, fédération paysanne malienne qui s'est donné pour mission d'améliorer les revenus des producteurs et la sécurité alimentaire. Elle prône une agriculture à la fois*

*familiale et performante, mais surtout elle s'engage pour impliquer les paysans dans les décisions qui les concernent.*

## LA CRISE ALIMENTAIRE EST DE RETOUR

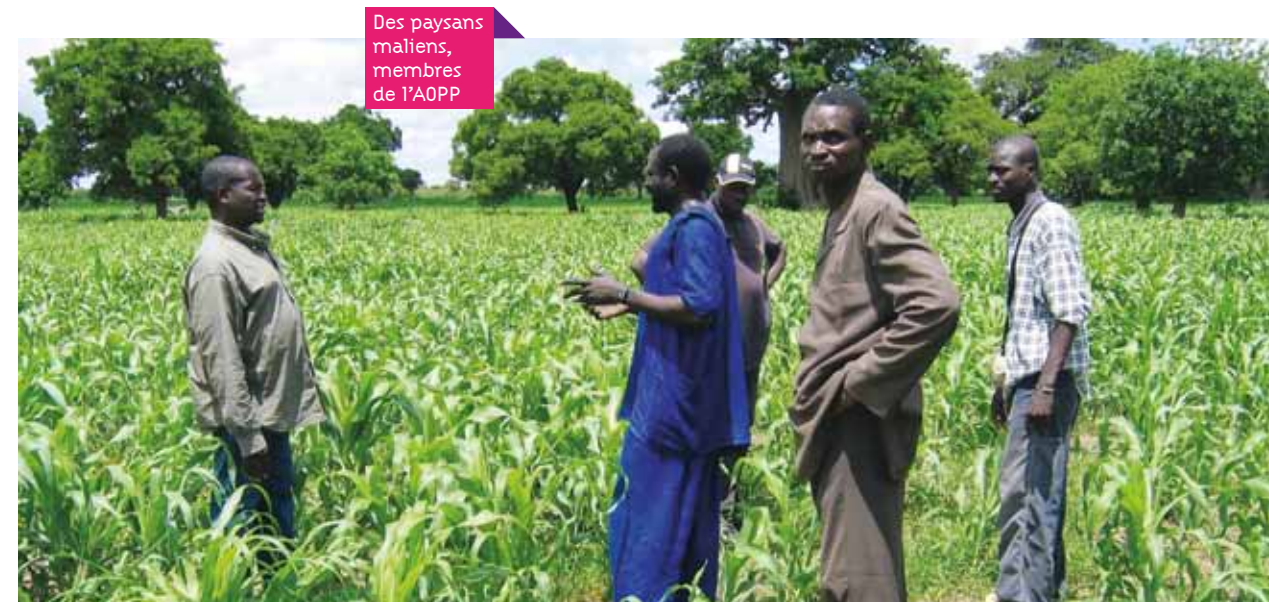
Mauvaises récoltes de mil, sorgho, maïs et riz, réserves vendues par les populations pour améliorer leur ordinaire, pratiques spéculatives des commerçants grossistes... Dès le mois d'octobre 2011, les signaux d'alarme

se sont multipliés, faisant craindre aux paysans et aux populations du Sahel – et notamment du Mali – le retour de la famine.

À ces difficultés conjoncturelles s'ajoutent des problèmes plus structurels, tout aussi inquiétants : le changement climatique, le manque d'investissements de la part de l'État, l'accaparement des terres ou encore la difficulté de préserver la biodiversité locale.

## UNE VISION MILITANTE, SOLIDAIRE ET PÉRENNE DE L'AGRICULTURE

Pour répondre à ces enjeux, l'AOPP (Association des organisations



Des paysans maliens, membres de l'AOPP

professionnelles paysannes) défend les intérêts et les conditions de vie des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs maliens. Elle n'a de cesse de faire de ces paysans des membres à part entière de la société civile malienne, soucieux d'améliorer leurs productions mais aussi de négocier et défendre leurs droits dans toutes les arènes régionales, nationales, internationales.

Une philosophie en parfaite adéquation avec les convictions du CCFD-Terre Solidaire, qui apporte depuis 2004 un appui technique et financier à la fédération. Parmi les axes prioritaires soutenus : l'accès à des semences de qualité et la pérennisation de la culture du niébé, une légumineuse à fort potentiel nutritionnel, parfaitement adaptée au climat local et à la production agricole familiale.

## QUATRE ACTEURS RÉUNISSENT LEURS FORCES

Depuis 2009, 250 producteurs de niébé ont ainsi un accès privilégié aux crédits de l'une des principales banques

du Mali, la Banque malienne de solidarité (BMS), via le CCFD-Terre Solidaire, et à sa société d'investissement, la SIDI, qui en est actionnaire. Les résultats ne se sont pas fait attendre : avec 183 tonnes, la production de niébé a doublé en 2010 par rapport à l'année précédente ! Depuis novembre 2011 et la signature d'un protocole inédit entre les quatre structures (BMS, AOPP, SIDI, CCFD-Terre Solidaire), cet accès au crédit est même garanti pour les trois années à venir : une véritable alternative aux systèmes d'aides extérieures.

Les paysans ont également été soutenus pour améliorer le stockage et la commercialisation de leur production. La construction de magasins de stockage et une meilleure organisation du circuit de vente du niébé devraient ainsi permettre aux producteurs de ne plus avoir à brader leurs récoltes pour faire face au remboursement des prêts bancaires.

Au-delà de l'amélioration durable des revenus de ces agriculteurs, l'AOPP travaille à rendre plus autonomes

les antennes régionales gérées par des responsables paysans. Ainsi, et toujours dans une optique de respect des réalités locales, la fédération favorise une mise en œuvre directe et locale des projets tels que celui de la filière niébé. La vingtaine de salariés du siège de l'AOPP pourraient alors pleinement se concentrer sur la défense à long terme de l'agriculture malienne, en s'attachant plus particulièrement à la préservation de la biodiversité, à la lutte contre les OGM, à la promotion des engrais naturels, ou encore à la lutte contre l'accaparement des terres et contre la spéculation sur les prix agricoles.





## En bref...

**AOPP**  
Mali  
Partenaire depuis 2004

L'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP), créée en 1995, regroupe aujourd'hui 208 organisations membres sur l'ensemble du territoire malien. Elle représente près d'un

million de paysans. Constituée d'associations villageoises, de coopératives ou encore de syndicats de travailleurs du secteur agricole, elle réalisait au départ essentiellement des actions de lobbying en faveur de ses membres. Depuis 2005, elle s'attache également à les aider dans leurs démarches de production et de commercialisation.

<http://www.aopp-mali.org/>



**1 MILLION**  
**DE PAYSANS**  
**MALIENS**  
sont représentés  
par l'AOPP.

**90%**  
**DE LA POPULATION**  
**MALIENNE**  
vit de l'agriculture.

## Paroles à...



**Xavier Ricard**  
Directeur  
des partenariats  
internationaux



Le CCFD-Terre Solidaire a la conviction que le Sahel peut nourrir le Sahel. Que la faim n'y est pas une fatalité mais le produit de choix économiques et politiques inadaptés qui ont systématiquement privilégié des agricultures de rente aux dépens de la petite agriculture vivrière.

Elle est pourtant bien plus adaptée au contexte sahélien et à l'adoption de méthodes agro-écologiques. Le projet AOPP, mené à l'échelle malienne, a pour vocation d'être étendu aux pays voisins, grâce notamment à notre travail en commun avec nos partenaires Afrique Verte et Acord.



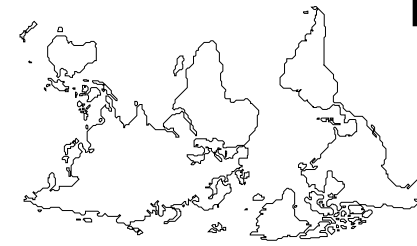
**Pascal Vincens**  
Directeur de l'éducation  
au développement



La question qui se pose en filigrane dans ce projet est celle de l'avenir du monde rural. Et elle se pose aussi bien ici que là-bas. Les bénévoles des régions rurales qui partent en immersion dans les pays du Sud réalisent fréquemment que les problèmes auxquels sont confrontés nos

partenaires existent également, selon d'autres modalités, dans nos campagnes. La région Bourgogne-Franche-Comté a ainsi choisi depuis 2008 d'aborder cette thématique avec le grand public lors de débats, forums ou rencontres avec les partenaires. Comment produire plus sans épuiser les ressources naturelles? L'agriculture familiale est-elle vouée à disparaître? L'accès à la terre est-il une cause de conflits? Comment lutter contre l'appauvrissement et la souffrance des agriculteurs? Autant de questions capitales pour la souveraineté alimentaire de la planète.

# PANORAMA DE Nos ACTIONS 2011



**111 005**  
**EUROS POUR**  
**CINQ DEMANDES**  
**D'URGENCE**



## Françafrique BIENS MAL ACQUIS

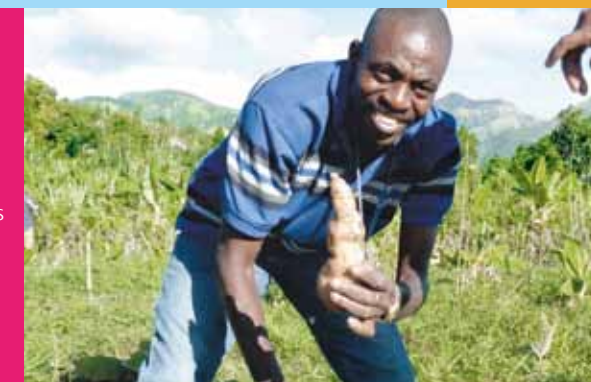
Le CCFD-Terre Solidaire est relaxé dans la plainte en diffamation déposée par le président de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Une vraie satisfaction pour le CCFD-Terre Solidaire, qui dénonçait depuis cinq ans dans ses rapports sur les « Biens mal acquis », le pillage des ressources des pays du Sud par les clans au pouvoir. Cette décision fait écho aux récents rebondissements de la plainte, déposée par l'ONG Transparency international, à l'encontre de trois chefs d'État africains et qui a notamment permis la saisie spectaculaire dans l'hôtel particulier de la famille Obiang avenue Foch, à Paris. Teodoro Obiang a fait appel, la décision doit être rendue en mai 2012.

## Tchad VENTES D'ARMES PAR LA FRANCE

Le CCFD-Terre Solidaire a révélé dans son rapport « Le développement piégé » que la France et d'autres pays ont vendu des armes au Tchad, au mépris des risques que cela présentait pour le développement du pays. Entre 2004 et 2008, les dépenses militaires de l'État tchadien ont ainsi été multipliées par huit, alors que le Tchad est le 183<sup>e</sup> pays sur 187 selon l'indice de développement humain du PNUD. Un triste constat, qui rappelle la pertinence et l'urgence d'un traité international sur le commerce des armes (TCA) qui fixerait des règles claires, globales et contraignantes pour tous les États.

## Chine DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

200 millions de Chinois, paysans et fils de paysans, ont afflué dans les villes pour trouver un emploi. Notre partenaire Worker Empowerment aide depuis 2003 ces travailleurs migrants à s'organiser pour défendre leurs droits. L'organisation possède également des centres d'accueil, gérés de manière participative avec les travailleurs. Ces derniers ont accès à des formations sur le droit du travail.



## Afrique du Sud DES TERRES POUR TOUS

La réforme agraire lancée en 1994 n'a redistribué que 5%. Notre partenaire Surplus People Project (SPP) milite pour une accélération du processus.

# SIDI SolidARITÉ INTERnATIONALE POUR Le DÉVELOPPEMENT & L'INVESTISSEMENT

Créée en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire, la SIDI est un investisseur social labellisé « entreprise solidaire ». Elle propose un appui financier et technique à ses partenaires du Sud, des structures de proximité qui offrent des services financiers adaptés aux populations exclues des circuits bancaires traditionnels. Complémentaire du CCFD-Terre Solidaire, elle est au cœur d'une véritable chaîne de solidarité pour le financement.

## FEFISOL

Depuis 2011



### UN FONDS EUROPÉEN DE FINANCEMENT SOLIDAIRE POUR L'AFRIQUE

Premier fonds de microfinance en faveur des petits producteurs pratiquant une agriculture durable en Afrique, Fefisol a été créé en juillet 2011. Lancé par la SIDI et deux autres investisseurs sociaux européens, et comptant avec la participation financière de la Banque européenne d'investissement (BEI), de Proparco, de l'Agence Française de Développement

(AFD), du Crédit coopératif et de la Fondation Caritas France, le fonds est doté d'une enveloppe de 15 millions d'euros.

### PRIORITÉ AUX PROJETS LES PLUS PETITS ET LES PLUS RISQUÉS

Fefisol, dont l'un des atouts est de consentir ses prêts en devises locales, s'adresse aux institutions de microfinance travaillant en milieu rural et aux organisations de paysans.

Celles-ci sont en effet souvent délaissées par les financements internationaux, car ni elles ni les investisseurs ne peuvent faire face au risque de perte de change sur les devises locales. En prenant une partie de ce risque à sa charge, l'AFD soutient la vocation solidaire du fonds, pour que les financements aillent vers ceux qui en ont le plus besoin. L'initiative Fefisol atteindra ainsi des populations rurales isolées, permettra aux petites entreprises de se développer et peu à peu de réduire la pauvreté. Il pourra notamment soutenir les fermiers africains qui pratiquent l'agriculture durable et améliorer l'accès aux marchés du commerce équitable.

### UN SUCCÈS IMMÉDIAT

Signe de la pertinence de son positionnement, Fefisol, dont le capital devrait doubler d'ici à 2013, avait déjà



reçu une vingtaine de dossiers deux mois seulement après sa création. Il avait validé quatre prêts, pour un montant total de 3,2 millions d'euros, auprès de deux

institutions de microfinance, au Togo, au Bénin et au Mozambique, et de deux organisations de producteurs de cacao en Côte d'Ivoire.



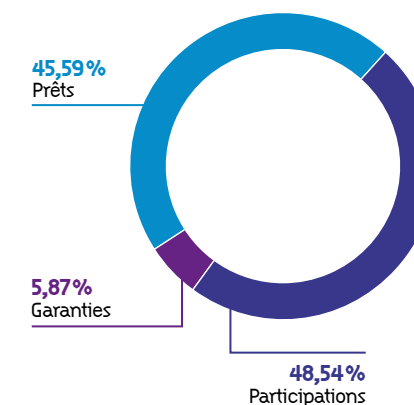
**Christian Schmitz**  
Directeur général  
de la SIDI

La microfinance est essentielle pour stimuler la croissance économique en Afrique subsaharienne. Tout au long de nos vingt-cinq années d'activité en tant qu'investisseur social, nous avons remarqué que ce secteur, en particulier en Afrique, disposait d'une grande marge d'évolution. Citons notamment le besoin de ressources plus importantes, plus stables et durables et, d'un point de vue technique, d'outils et de compétences plus élaborés. Avec Fefisol et Fopepro, son pendant pour l'Amérique du Sud, nous avons deux outils qui nous permettent dorénavant de répondre à des besoins plus importants dans des contextes diversifiés.

**12,9 MILLIONS**  
D'EUROS INVESTIS

**99**  
PARTENAIRES DANS 65 PAYS

### Répartition des investissements de la SIDI



La SIDI est aujourd'hui en lien avec 99 partenaires (accompagnement, financement sous forme de prêt, prise de participation ou de garantie). Les dépenses d'appui/conseil ont été largement dédiées à l'Afrique (70 %). Elles ont relativement diminué sur les autres zones d'intervention (11 % en Amérique latine, 8 % en Asie, 5 % dans le bassin méditerranéen, 21 % en Europe de l'Est et 3 % en Haïti).

Au 31 décembre 2011, la SIDI a un portefeuille brut de 12,9 millions d'euros, en augmentation moyenne de 16 % par an depuis 2009. Cette hausse significative s'explique par une augmentation continue des participations et des prêts (+ 48 % entre 2010 et 2011).

Pour plus d'informations : [sidi.fr](http://sidi.fr).



## Partenariat et CCFD-Terre Solidaire

Par le partenariat, le CCFD-Terre Solidaire choisit d'accompagner des initiatives d'acteurs locaux, meilleurs connaisseurs de leur environnement et de leurs besoins. C'est la vision que ces partenaires ont de leur avenir que le CCFD-Terre Solidaire étudie et décide d'appuyer. En 2011, le CCFD-Terre Solidaire a mis en place des cofinancements structurants, mais a aussi su adapter ses choix aux bouleversements survenus dans les pays arabes et aux situations d'urgence telles que celle d'Haïti.

### La commission du partenariat international (CPI)

Elle est composée de 26 titulaires bénévoles. Elle mène une réflexion stratégique sur les choix de politique partenariale et les priorités pour chaque continent. La CPI suit les avancées à travers un bilan annuel. Elle étudie les propositions de nouveaux partenariats et de désengagements, en dialogue avec les chargés de mission de la direction du partenariat international.

### Les critères de sélection des projets financés

**Qui ?** Les partenaires sont des acteurs de la société civile (organisations, groupes de personnes, réseaux) qui mettent en œuvre des actions de développement et partagent avec le CCFD-Terre Solidaire une même vision de la transformation sociale. **Quoi ?** L'association privilégie des projets dont les objectifs sont d'aboutir à une amélioration des conditions de vie des plus pauvres, en passant notamment par des changements structurels et durables. **Comment ?** Le travail avec les partenaires s'inscrit dans la durée. Les relations sont fondées sur la réciprocité et la confiance.

### Le comité permanent de financement (CPF)

Il est composé de six membres bénévoles. Il vérifie la cohérence et la conformité des financements proposés avec les stratégies partenariales et les priorités définies en CPI. Le CPF émet des recommandations au conseil d'administration pour la validation des financements. Il suit l'évaluation des projets retenus.



**Alice Barthélémy**

Médecin  
Présidente  
du CPF

« Le rôle du comité permanent de financement est de vérifier la cohérence et la conformité des financements proposés par rapport aux plans d'actions. Nous sommes également vigilants à ce qu'il existe un bon équilibre entre les initiatives répondant aux besoins immédiats des populations et le travail de plaidoyer auprès des décideurs politiques, indispensable pour obtenir des progrès durables. Nos atouts ? Une bonne connaissance des partenaires, des problématiques du développement et une vue d'ensemble des projets nous permettent d'émettre des recommandations à l'adresse du conseil d'administration pour assurer la qualité de la relation partenariale. »

CPF comité permanent de financement (se réunit chaque mois)  
CPI commission du partenariat international

PAP politique d'appui aux partenaires  
DPI direction des programmes internationaux  
Partenaire organisations, réseau...

CA conseil d'administration





## La gouvernance

L'assemblée générale, le conseil d'administration et le bureau sont composés de citoyens actifs. C'est une exigence pour une association de la société civile.

### Qui sont-ils ?

#### Le conseil d'administration

##### Guy Aurenche

Président

Au bureau depuis 2009.

##### Jacques Mathys

Secrétaire

Au bureau depuis 2007. Retraité après quarante ans de vie professionnelle dans l'industrie chimique.

##### Pierre-Yves Crochet-Damais

Trésorier

Au bureau depuis 2011. Retraité du secteur bancaire. Assistant technique bénévole dans le microcrédit pendant neuf ans à l'Association pour le droit à l'initiative économique et à la SIDI.

##### Jean-Claude Sauzet

Aumônier

Responsable de paroisse au sein d'une équipe avec quatre laïcs depuis 2009. Prêtre diocésain depuis 1979 à Gagny (93).

#### Représentants des mouvements et services d'Église

##### Alice Barthélémy

Au conseil d'administration depuis 2007. Médecin généraliste. Membre des Scouts et Guides de France à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire. Responsable du groupe de travail « Égalité hommes-femmes ».

##### Jérôme Cailleau

Au conseil d'administration depuis 2008. Ingénieur agronome. Membre du MRJC à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire.

##### Jean-Claude Chaussée

Au conseil d'administration depuis décembre 2011. Chef d'établissement à la retraite. Membre de l'Enseignement catholique à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire.

##### Jean-Paul Coriette

Au conseil d'administration depuis 2007. Membre de l'Action catholique ouvrière à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire.

##### Françoise Hibon

Au conseil d'administration depuis décembre 2011. Retraîtée de l'Éducation nationale. Membre du Mouvement chrétien des retraités à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire.

##### Pierre Lajarige

Au conseil d'administration depuis 2008. Cadre chez Total. Membre du Mouvement des cadres chrétiens à l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire.

#### Représentants du Réseau

##### André Briquet

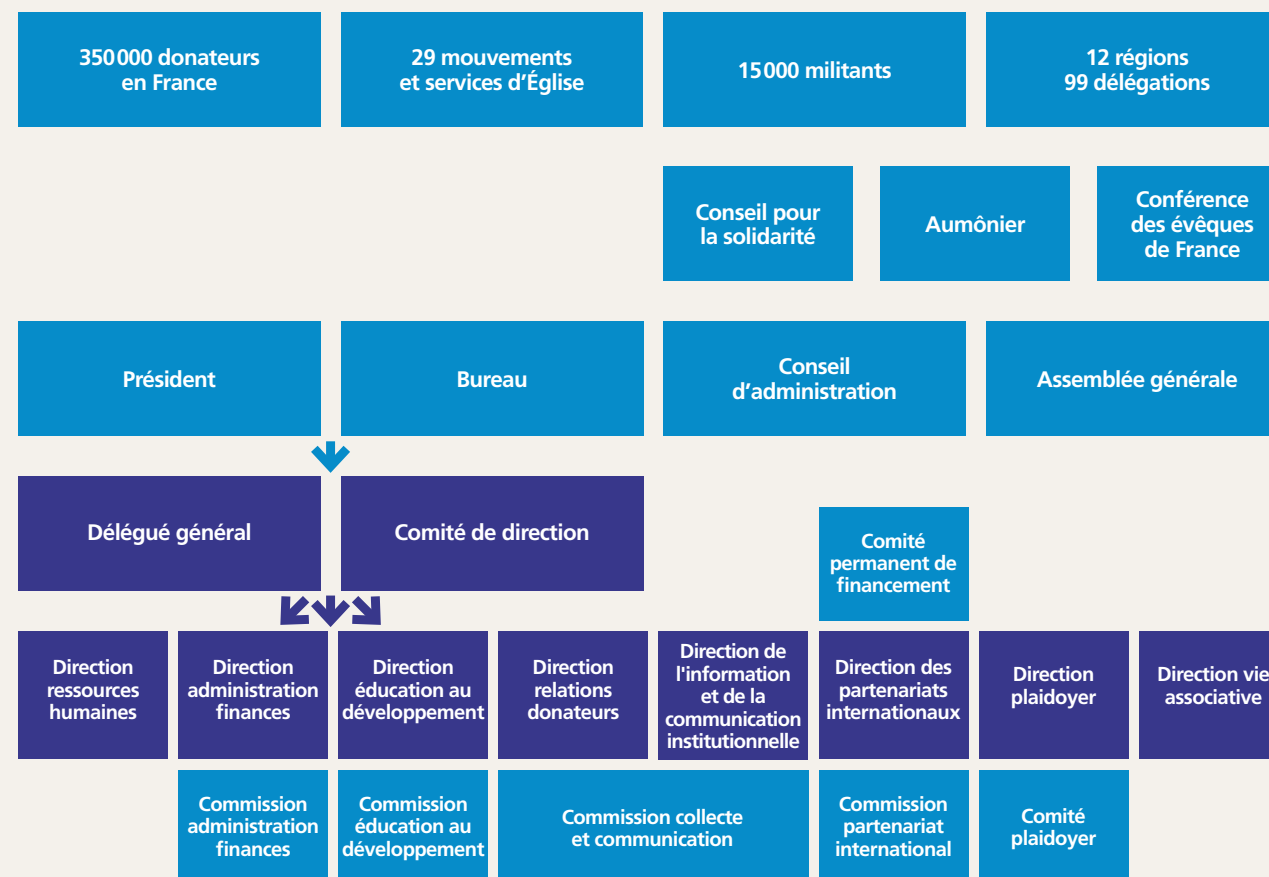
Au conseil d'administration depuis 2010. Délégué de la région Rhône-Alpes. Retraité de management et organisation industrielle.

##### Thérèse Delforge

Au conseil d'administration depuis 2011. Délégué de la région Nord-Pas-de-Calais/Picardie/Champagne-Ardenne. Infirmière retraitée. Membre de l'Action catholique des milieux indépendants.

##### François Lamy

Au conseil d'administration depuis 2011. Délégué de la région Alsace-Lorraine depuis 2006. Biologiste retraité. Vice-président de Lor-Sud, collectif d'associations de solidarité internationale en Lorraine. Membre de l'Action catholique des milieux indépendants.



#### 29 mouvements et services d'Église membres du CCFD-Terre Solidaire ainsi que des adhérents directs

Membres de l'association CCFD-Terre Solidaire, 29 mouvements et services d'Église (MSE) participent aux orientations de l'association. Nombre de leurs bénévoles s'impliquent dans son animation, au plan national comme dans les diocèses, aux côtés d'animateurs et d'acteurs divers venus vivre l'aventure du CCFD-Terre Solidaire. À leurs côtés, des hommes et des femmes s'engagent aujourd'hui et individuellement au CCFD-Terre Solidaire. La Communauté Vie Chrétienne est venue rejoindre la collégialité du CCFD-Terre Solidaire.

- Action catholique des enfants
- Action catholique des femmes
- Action catholique des milieux indépendants
- Action catholique ouvrière
- Chrétiens dans l'enseignement public
- Chrétiens dans le monde rural
- **Communauté Vie Chrétienne (CVX)**
- Délégation catholique pour la coopération
- Instituts religieux et solidarité internationale
- Jeunesse étudiante chrétienne
- Jeunesse indépendante chrétienne
- Jeunesse indépendante chrétienne féminine
- Jeunesse mariale
- Jeunesse ouvrière chrétienne/féminine
- Mission de la mer
- Mouvement chrétien des cadres et dirigeants
- Mouvement chrétien des retraités
- Mouvement eucharistique des jeunes
- Mouvement du nid
- Mouvement rural de la jeunesse chrétienne
- Œuvres pontificales missionnaires
- Pax Christi
- Secrétariat général de l'enseignement catholique
- Service national de la pastorale des migrants
- Service national pour l'évangélisation des jeunes scolaires et étudiants
- Scouts et Guides de France
- Société de Saint-Vincent-de-Paul
- Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui
- Voir ensemble

## Les bénévoles et salariés

*Au CCFD-Terre Solidaire, pas d'expatriés, mais 169 salariés engagés dans des missions au service de partenaires des pays du Sud. Ces salariés agissent de concert sur l'ensemble du territoire français avec 15 000 bénévoles actifs dans plus de 1 100 équipes locales. L'année 2011 a démontré la forte capacité de mobilisation et de sensibilisation de ce réseau.*

## S'engager pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le refus des discriminations entre les femmes et les hommes fait partie des principes qui guident l'action du CCFD-Terre Solidaire partout dans le monde. Il serait impensable de ne pas s'astreindre à la même vigilance quand il s'agit de nos salariés. La direction des ressources humaines du CCFD-Terre Solidaire a donc lancé dès 2007 un travail de fond sur la question de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. La signature d'un accord triennal est venue concrétiser en décembre 2011 ces engagements.

Rémunérations, statuts, recrutement, formation, accès aux postes d'encadrement... Voici entre autres les points abordés dans le diagnostic « Égalité professionnelle » réalisé en juin 2011 à l'initiative de la direction des ressources humaines. Les conclusions du diagnostic ont ensuite fait l'objet de discussions avec les organisations syndicales et ont servi de base à la négociation d'un accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle.

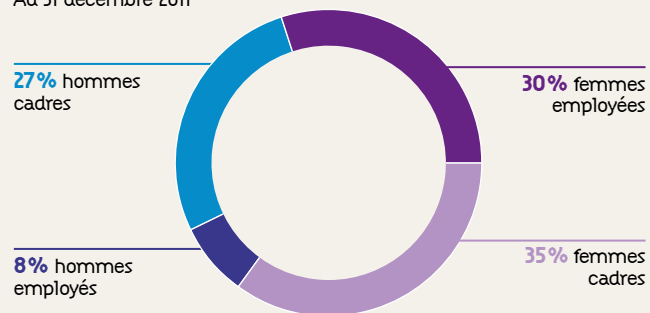
Cet accord, conclu en décembre 2011 pour une durée de trois ans, prévoit des actions concrètes, des échéances clés et des indicateurs chiffrés qui permettront d'apprécier l'évolution de la situation. Un texte ambitieux qui est allé au-delà des exigences légales en définissant quatre domaines d'action prioritaires : la rémunération, l'embauche, la formation et l'articulation entre vie professionnelle et vie privée.

Ainsi, la direction s'est engagée à ce que le taux d'accès

des femmes à la formation, notamment des salariées travaillant à temps partiel, soit équivalent à celui de leurs collègues masculins. La direction s'est également fixé des objectifs de mixité dans les emplois les plus couramment représentés, et aussi comme objectif à terme que les femmes soient aussi nombreuses que les hommes dans les postes à responsabilités.

### Répartition des effectifs par statut et par sexe

Au 31 décembre 2011



- **169** salariés
- **65%** de femmes
- **37%** de femmes dans le comité de direction



**Vincent Grossemy**

Directeur de la vie associative

## Dynamiser le recrutement de nouveaux bénévoles

Nous le savons : le réseau de bénévoles est indispensable au CCFD-Terre Solidaire pour ses actions ici, en France. Des actions en termes d'éducation au développement, de plaidoyer, d'appel à la générosité qui permettent de vivre un réel partenariat avec des acteurs de la société civile de tous les continents : « Rien ne changera là-bas si rien ne change ici. » Même si nous-mêmes sommes convaincus de l'importance de cet engagement pour la solidarité internationale, nous savons aussi qu'il n'est pas facile d'appeler de nouvelles personnes à nous rejoindre. De plus, pour construire une vie associative riche, nous nous devons de rassembler aussi bien des jeunes que des moins jeunes, et des personnes de toutes catégories sociales ou professionnelles. De nombreux outils et initiatives ont donc vu le jour ces dernières années pour impulser ce dynamisme : « Bouge ta planète » pour les ados, événements « jeunes adultes », réseaux thématiques, rapprochements réseaux partenaires, création d'outils de recrutement et d'information (DVD, revue *Tout terrain*)... Pari réussi en 2011 avec 2 700 nouveaux bénévoles !

« En 2011, la mobilisation et le dynamisme de la vie de l'association ont dépassé toutes nos espérances. Avec les événements des 50 ans tout d'abord, dans lesquels près de 2 000 bénévoles se sont impliqués. Nous avons notamment été très heureux de voir de nombreux jeunes adultes nous rejoindre à cette occasion. Voir ainsi coopérer des équipes intergénérationnelles, quelle satisfaction ! Avec la campagne « Aïdons l'argent » ensuite : sur un sujet difficile, nous avons su mobiliser le grand public en osant nous mettre en avant, en innovant avec des actions de rue... Cette ouverture a contribué à la reconnaissance de notre action, que ce soit par les mouvements d'Église ou par les décideurs locaux. »

### RAPPROCHEMENTS RÉSEAU-PARTENAIRES : UN VRAI SUCCÈS

Plusieurs groupes régionaux ont élaboré des démarches de rapprochement avec nos partenaires du Sud. Cette évolution permet de mettre en place de nouveaux types d'animations et de projets et de renforcer les liens directs entre bénévoles et acteurs du Sud. La région Rhône-Alpes a notamment pris l'initiative de mettre en relation des partenaires du Sud avec des acteurs de leur propre territoire sur des problématiques communes.

### RÉSEAUX THÉMATIQUES : UNE NOUVELLE FORME D'ENGAGEMENT

Après la reconnaissance en 2010 de quatre premiers réseaux de bénévoles engagés sur des thématiques, le réseau « Afrique des Grands Lacs » a vu le jour début 2011. Par ailleurs, un groupe de bénévoles référents plaidoyer s'est structuré, notamment via la campagne « Aïdons l'argent à quitter les paradis fiscaux ».



**7 462** bénévoles ont régulièrement participé aux missions sociales.

### CARTE DES RÉGIONS DE FRANCE ENGAGÉES CONTRE LES PARADIS FISCAUX



### NOUVEL INTRANET ET REVUE TOUT TERRAIN : UNE MEILLEURE CIRCULATION DE L'INFORMATION

L'intranet a été ouvert à l'ensemble des adhérents le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Des blogs régionaux ont également été mis en place à l'occasion des événements des 50 ans. La revue des membres *Tout terrain* est née, elle, en février 2011. Trois numéros ont été édités et elle semble déjà fort appréciée par les adhérents.



L'année 2011 a été fortement marquée par la dynamique des 50 ans du CCFD-Terre Solidaire. Salariés, bénévoles du Réseau, mouvements et services d'Église de la collégialité et partenaires du Sud se sont impliqués avec enthousiasme dans la réussite des 17 événements régionaux et des nombreuses rencontres diocésaines.



- 272 articles dans les médias nationaux
- Plus de 5 000 articles dans les médias locaux
- 22 tribunes d'opinion dans les quotidiens

*Ci-contre* : Guy Aurenche témoigne lors de l'émission « Jour du Seigneur »

*Ci-dessous* : Dying au Palais Royal avant la remise des 475 254 cartes « Aïdons l'Argent »



#### Légendes

*Ci-dessus* : Bertrand Delanoë remet la Grande Médaille de Vermeil de la Mairie de Paris au Président du CCFD-Terre Solidaire

*Ci-contre* : Plus de 300 bénévoles et partenaires participent à la marche de l'Altersommet de Nice avant le G20

*Ci-dessous* : Haka géant contre les paradis fiscaux

*En bas à droite* : Des bénévoles de Bordeaux se mobilisent contre les paradis fiscaux



- Plus de 30 000 participants
- 2 000 bénévoles impliqués dans la préparation



#### JEUNES ADULTES : UNE FORTE MOBILISATION

Ils ont été particulièrement actifs dans la préparation, l'organisation et l'animation des événements des 50 ans en région. Ils ont également été très impliqués dans la campagne « Aïdons l'argent » : animations de rues, participation au contre sommet du G20... Les régions ont enfin pu, à l'occasion de ces événements, travailler sous forme de projets avec une douzaine de stagiaires ou engagés en service civique.



## Les faits et chiffres clés 2011

### L'engagement du CCFD-Terre Solidaire

**Geneviève Guénard**  
Directrice administrative et financière

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est le fruit de l'action conjointe des partenaires, des bénévoles et des salariés avec le soutien des donateurs.

Une enquête réalisée en 2011 a permis une évaluation du temps d'engagement régulier des bénévoles.

7 448 bénévoles réguliers dans les délégations diocésaines et les équipes locales, 38 bénévoles dans les instances nationales et 82 bénévoles au siège ont offert au CCFD-Terre Solidaire 62 027 jours d'activité en 2011, l'équivalent de 303 temps plein.

Cet engagement bénévole se situe à tous les niveaux de l'activité du CCFD-Terre Solidaire. S'il est en priorité dirigé vers l'éducation au développement et le soutien aux campagnes de plaidoyer dans toute la France, il assure également une partie de la collecte et du traitement des dons, en limitant ainsi le coût.

L'action du CCFD-Terre Solidaire, c'est, en 2011, 15 000 bénévoles, dont la moitié engagés régulièrement, 169 salariés, 402 partenaires financés et accompagnés, et 350 000 donateurs.

### Compte d'emploi des ressources 2011

#### LES EMPLOIS

La mission du CCFD-Terre Solidaire, là-bas – dans les pays du Sud et de l'Est –, et ici – en France, « lutter contre la faim et pour le développement », se décline selon trois leviers :

- là-bas, le **soutien aux partenaires** qui agissent sur le terrain;
- là-bas et ici, le **plaidoyer** auprès des décideurs économiques et politiques pour un monde de justice;
- ici, l'**éducation au développement**, qui favorise la prise de conscience par les citoyens des inégalités de notre planète.

L'activité de plaidoyer est répartie dans les comptes entre les deux rubriques constituant la « Mission sociale » : l'« Appui aux partenaires » pour 75 % et l'« Éducation au développement » pour 25 % de son coût total (600 k€).

Les frais de recherche de fonds, les frais de fonctionnement et autres frais (frais de communication, frais financiers et frais exceptionnels) ne font pas partie de la mission sociale mais sont au service de celle-ci. Ils donnent à l'association les moyens matériels de son action.

#### La mission sociale

75 % du total de la générosité du public utilisée en 2011 a permis au CCFD-Terre Solidaire de remplir sa mission sociale dans ses trois leviers : soutien aux partenaires, plaidoyer et éducation au développement. L'appui aux partenaires, encore en augmentation cette année, représente 54 % de l'ensemble des emplois et de l'utilisation de la générosité du public.

#### Les frais de recherche de fonds

En 2011, le CCFD-Terre Solidaire a dépensé 1 € pour collecter 7,90 € (legs, donations et assurances-vie inclus).

#### Les frais de fonctionnement et autres frais

Ils représentent 10,6 % de l'utilisation de la générosité du public et 12 % de l'ensemble des dépenses.

EMPLOIS DE L'EXERCICE	EMPLOIS 2011		RESSOURCES 2011	
	Compte de résultat	Emploi des ressources issues de la GP consommées en 2011	RESSOURCES	Compte de résultat
Mission sociale	30 381	27 554	Fonds non affectés issus de la générosité du public des années antérieures	11 263
Éducation au développement	8 302	7 595	<b>Ressources collectées auprès du public</b>	<b>41 425</b>
Appui aux partenaires	22 079	19 959	Dons	30 071
<b>Frais de recherche de fonds</b>	<b>5 237</b>	<b>5 237</b>	Legs	10 661
Frais d'appel à la générosité du public	5 237	5 237	Dons provenant de l'épargne solidaire	693
<b>Frais de fonctionnement et autres frais</b>	<b>4 985</b>	<b>3 904</b>	<b>Autres fonds privés</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>40 603</b>		<b>Subventions et autres concours publics</b>	<b>2 571</b>
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	<b>135</b>		<b>Autres produits</b>	<b>1 392</b>
<b>ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR FOND DÉDIÉS</b>	<b>1 215</b>		<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>45 388</b>
Excédent de ressources de l'exercice	4 904		REPRISES DE PROVISIONS	23
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>46 858</b>		REPORT DES FONDS DÉDIÉS NON UTILISÉS EN 2010	1 447
TOTAL DES DÉPENSES FINANCÉES PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		36 696	Variation des fonds dédiés collectés auprès du public	232
			Insuffisance de ressources de l'exercice	
			<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>46 858</b>
			TOTAL DES DÉPENSES FINANCÉES PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	36 696
			Solde des fonds non affectés issus de la générosité du public	16 224



**Pierre-Yves Crochet-Damais**  
Trésorier

#### LES RESSOURCES

Pour le CCFD-Terre Solidaire, elles proviennent essentiellement de la générosité de ses donateurs et, plus marginalement, de subventions et cofinancements reçus de l'Union européenne ou de l'Agence Française de Développement (AFD), et des revenus des placements financiers (Sicav de trésorerie).

- **91 % des ressources proviennent de la générosité du public**, dons et legs, produits de l'épargne solidaire.

Le total de la générosité du public est passé de 37 023 k€ en 2010 à 41 425 k€ en 2011. Cette forte augmentation est liée à la réception d'une assurance-vie exceptionnelle fin décembre, faisant passer les legs de 6 370 k€ en 2010 à 10 661 k€ en 2011. La collecte hors fonds dédiés a progressé de plus de 7 %.

- **6 % des ressources proviennent des subventions et cofinancements.**

Avec le versement de la deuxième tranche du cofinancement de l'Union européenne pour un projet en Guinée, les cofinancements sont en forte augmentation (+44 %). Le montant des cofinancements dans les comptes du CCFD-Terre Solidaire ne rend pas compte des cofinancements reçus directement par nos partenaires avec le soutien du service cofinancements du CCFD-Terre Solidaire.

Les subventions ont plus que doublé en 2011. Cette augmentation est le fruit de la recherche de financements pour les événements organisés pour les 50 ans.

- **Les 3 % restants comprennent en particulier** les ventes de produits solidaires et les produits des placements de trésorerie.

« Pour qualifier l'exercice 2011, un mot s'impose : GÉNÉREUX. Généreux, nos 350 000 donateurs qui ont permis au CCFD-Terre Solidaire de remplir ses missions. Généreux, les bénévoles qui ont ouvert les 315 000 enveloppes et rempli les bordereaux de chèques : imaginez une pile de lettres plus haute que la tour Eiffel ! Nous sommes la seule association où les bénévoles assurent un tel travail : quelle économie ! Quel argent gagné au profit de nos partenaires ! Que dire de vous tous, salariés et bénévoles, membres des Mouvements et Services d'Église, des délégations régionales et diocésaines, des paroisses : vous avez organisé ces événements qui ont si bien marqué nos 50 ans, 17 en régions et encore plus dans les diocèses, réunissant plus de 30 000 participants. Vous avez agi avec nos partenaires en les rencontrant ici et là-bas. Vous avez amplifié nos actions d'éducation au développement et de plaidoyer. À côté des 169 salariés, ce sont près de 15 000 bénévoles qui sont intervenus. Près de 7 500 se sont engagés de façon régulière : l'équivalent de 303 personnes ayant travaillé à temps plein sur une année. C'est grâce à vous tous que le CCFD-Terre Solidaire peut continuer à affecter 75 % de son budget à ses missions de solidarité internationale et de sensibilisation aux enjeux du développement. Généreux, enfin, car l'année 2011 est bien meilleure que prévu. Un don exceptionnel, reçu en décembre, nous offre un résultat net de 4,9 M€. Nous avons ainsi pu bâtir un budget 2012 plus ambitieux, qui traduit en actes notre volonté de construire un monde plus juste. Sa réalisation restera suspendue à la force de votre générosité. Encore une fois, merci à chacun de nous accompagner sur les chemins de la solidarité. »

## Les faits et chiffres clés 2011 (suite)

### Répartition des intervenants

- **0** expatrié
- **169** salariés
- **15 000** bénévoles
- **402** partenaires dans **60** pays

### Part de la générosité du public dans les ressources totales du CCFD-Terre Solidaire

• **91%**

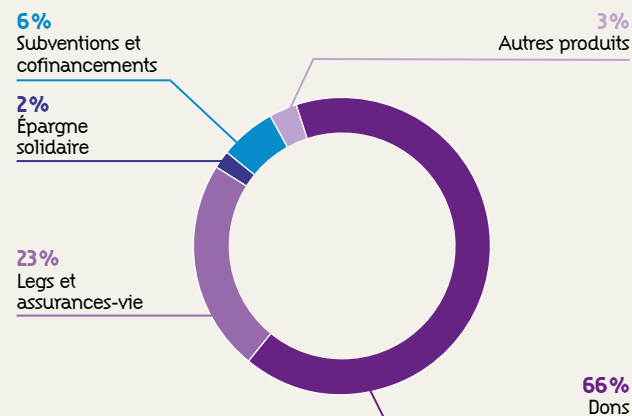
### Part de l'emploi de la générosité du public affectée directement aux missions sociales

• **75%**



Le CCFD-Terre Solidaire est membre fondateur du Comité de la Charte. L'intégralité des comptes de l'association est consultable sur [ccfd-terresolidaire.org](http://ccfd-terresolidaire.org)

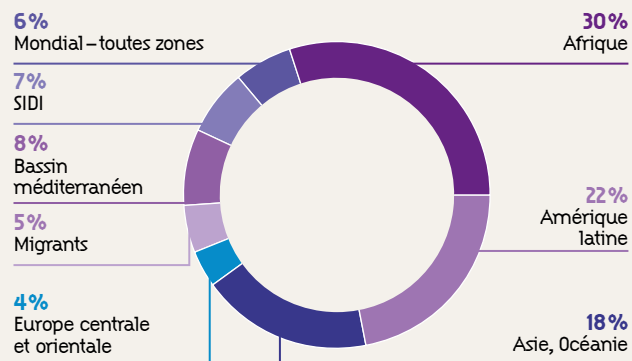
### Répartition des ressources



91 % des ressources proviennent de la générosité du public. Ceci est à la fois gage d'indépendance et fragilité éventuelle en cas de crise.

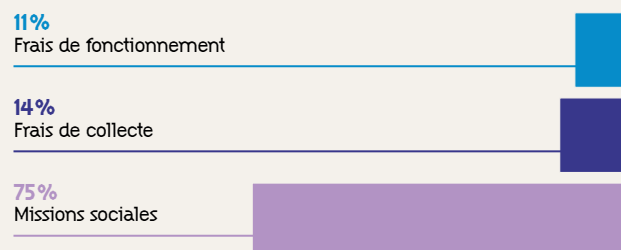
La part des legs, donations et assurances-vie est en augmentation grâce à une assurance-vie exceptionnelle reçue fin 2011.

### Répartition géographique des projets



152 projets mis en œuvre par 110 partenaires dans 19 pays en Afrique, 132 projets mis en œuvre par 91 partenaires dans 12 pays en Amérique latine, 97 projets mis en œuvre par 67 partenaires dans 10 pays en Asie représentent 70 % des soutiens du CCFD-Terre Solidaire.

### La générosité du public a financé 36 696 k€ d'emplois répartis



### Synthèse du bilan 2011 (arrondi en k€)

ACTIF	Net au 31/12/2011	Net au 31/12/2010	PASSIF	Net au 31/12/2011	Net au 31/12/2010
Actif immobilisé	12 699	12 222	Total des fonds propres	24 801	24 811
Actif circulant	33 678	28 789	Résultat de l'exercice	4 904	-11
			Total des provisions pour risques et charges	155	109
			Total des fonds dédiés	1 471	1 703
			Dettes	15 046	14 399
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>46 377</b>	<b>41 011</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>46 377</b>	<b>41 011</b>

12 % de l'actif du CCFD-Terre Solidaire sont investis directement auprès de partenaires et d'alliés du CCFD-Terre Solidaire. De ces 12 %, une majorité est investie dans le capital de la SIDI ou engagée avec elle pour la création d'un fonds pour la transition agro-écologique. Ils comportent également des prêts à des partenaires ou des alliés comme le GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural) très engagés en Afrique, ou Max Havelaar France, association de labellisation et de soutien du commerce équitable. Ils concourent donc à un soutien de partenaires dans les pays du Sud. 23 % de l'actif correspondent aux investissements nécessaires au fonctionnement du CCFD-Terre Solidaire (immeubles, ordinateurs, logiciels...). Enfin, la part la plus importante de l'actif - 60% -, est constituée par les disponibilités c'est-à-dire les moyens financiers qui permettent l'ensemble de l'activité.

### La SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement)

Cette filiale du CCFD-Terre Solidaire pour la finance solidaire met en œuvre un double métier :

- métier de financeur sur son capital de 13 M€ auprès des organismes de microfinance et organisations de producteurs dans les pays du Sud et de l'Est avec des prêts, des prises de participation ou des garanties.
  - métier d'accompagnement de ces organismes pour les aider à se structurer de façon pérenne dans cette activité.
- Le CCFD-Terre Solidaire détient 21,6% du capital; Le CCFD-Terre Solidaire verse 1,3M€ à la SIDI pour cet accompagnement, en partie financé par les dons issus des FCP Faim&Développement.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient ainsi au travers de l'action de la SIDI 99 partenaires dans 30 pays.

La SIDI a changé de statut juridique en 2011. De société anonyme en actions avec directoire et conseil de surveillance, elle est devenue société en commandite par actions. Le CCFD-Terre Solidaire est membre de la société commanditée, garante de l'orientation politique de la SIDI.

### Haïti - Corne de l'Afrique

Le CCFD-Terre Solidaire n'a pas pour habitude de faire appel à la générosité du public en situation d'urgence, sauf si ses partenaires présents dans la zone concernée nécessitent une aide exceptionnelle.

#### En Haïti

Après les aides d'urgence (tentes, approvisionnement en semences, aides psychologique et médicale) en 2010, 2011 a vu la création d'un fonds de prêt pour l'agriculture. Le KNFP a collaboré, avec l'appui de la SIDI et du CCFD-Terre Solidaire, au lancement d'un outil de financement dédié au milieu rural. Il a pour but de stimuler et accompagner la création d'activités économiques en milieu rural, évitant ainsi l'exode massif vers les villes. Avec son partenaire Iteca, le CCFD-Terre Solidaire a également soutenu une université populaire visant l'émergence d'une société civile plus unie et organisée, capable d'être force de proposition dans un contexte post-séisme. Sur les 2,5M€ recueillis il reste 1 million d'euros qui permettront en 2012 d'assurer des formations aux collectivités locales, de développer l'accès à l'eau potable et de mettre en place un projet de culture de mangues.

#### Pour la Corne de l'Afrique

Lors de la sécheresse de 2011, 361k€ ont été recueillis, ils seront engagés en 2012 pour des projets en Éthiopie et au Soudan visant au développement de la souveraineté alimentaire.

## Faim Développement Magazine

Un magazine qui relaie les idées portées par le CCFD-Terre Solidaire, met en avant l'action de nos partenaires dans les pays du Sud pour construire un monde plus solidaire, et se veut aussi un espace de réflexion et d'analyse sur les enjeux du développement dans un monde globalisé de plus en plus complexe.

Au cœur du magazine, un reportage pays, avec une mise en contexte sociopolitique pour mieux comprendre les défis auxquels sont confrontées les associations partenaires du CCFD-Terre Solidaire et les actions qu'elles mènent.

Un dossier qui décrypte les enjeux de développement portés par le CCFD-Terre Solidaire et la mobilisation des sociétés civiles ici et là-bas : les agrocarburants, l'évasion fiscale, les enjeux migratoires, la lutte contre les paradis fiscaux...

- **8 500** abonnés
- **8** numéros par an
- **28 000** exemplaires diffusés par numéro



## CCFD-Terre Solidaire & réseaux sociaux

### Le site du CCFD-Terre Solidaire



[ccfd-terresolidaire.org](http://ccfd-terresolidaire.org)

- **313 000** visites
- **+ 1 million** de pages lues

### Twitter



[http://twitter.com/ccfd\\_tsolidaire](http://twitter.com/ccfd_tsolidaire)

- **1 446** tweets
- **2 400** abonnés

### Facebook



<http://www.facebook.com/ccfdterresolidaire>

- **3 200** amis

Document conçu par la Direction de l'Information et de la Communication institutionnelle :  
 Vincent Brossel avec la collaboration de Roselyne Blondel  
 Conception et réalisation : EURO RSCG C&O  
 Rédaction : Alexandra Papadopoulou  
 Document imprimé sur du papier Cyclus print 100 % recyclé et Condat mat  
 Imprimerie Jean-Bernard – 59910 Bondues  
 Crédits photo : CCFD-Terre Solidaire – Solène Perrot – Pierre Guenat – Nicolas Fabbri® – AOPP  
 – Fovida – SIDI – CIRIC® – Martin Hargreaves – DR



© CCFD Paris 2012

CARÊME  
2012



*Ceci n'est pas une Africaine qui souffre de la faim.  
C'est la gérante d'une coopérative agricole.*

**LE SUD MÉRITE MIEUX QUE NOS CLICHÉS.**  
Faites un don pour les projets nés là-bas.

Réf. 1070312